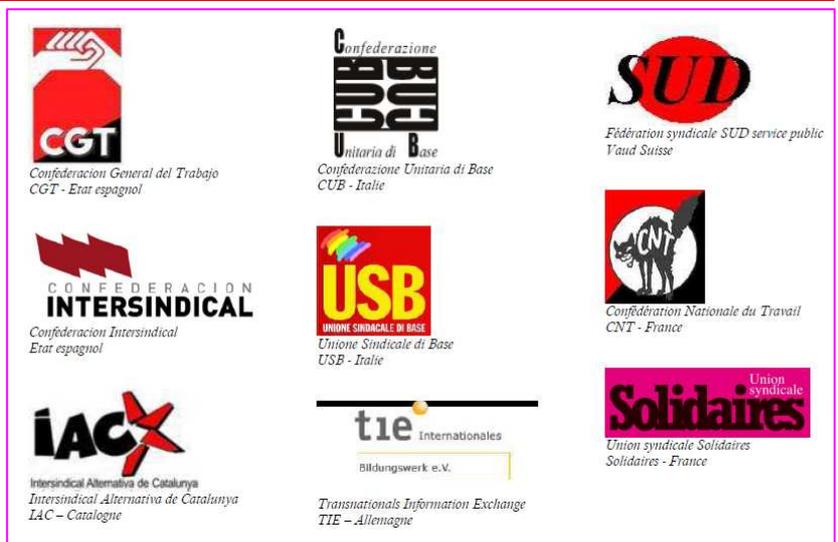


*Le mouvement social qui a traversé la France ces derniers mois a reçu le soutien de nombreuses forces syndicales d'autres pays ; tout au long de notre lutte, nous avons transmis à nos militant-e-s les messages et récits d'actions de solidarité venant de pays de tous les continents. Il y a eu par la suite une forte demande pour que nous expliquions ce mouvement, les enseignements que nous en tirons ; ainsi, l'Union syndicale Solidaires a participé à plusieurs rencontres, meetings : Barcelone, Murcia, Valence, Londres, Genève, Bellinzona, ... Plus que jamais, le syndicalisme ne doit pas avoir de frontière !*

## **Appel syndical unitaire européen, adopté à Paris le 13 novembre**

Au printemps dernier, les grèves et manifestations du peuple grec ont marqué la relance d'une forte mobilisation sociale partout en Europe. Des journées de grève générale ont été organisées dans l'Etat espagnol, en Italie, au Portugal... En France, un mouvement de grève, manifestations, blocage de l'économie, a traversé le pays durant plus de deux mois. Des manifestations ont lieu en Angleterre, en Irlande... Des grèves sectorielles importantes ont touché la Belgique, la Pologne, la Suisse, l'Allemagne...

**Ces mouvements sociaux dans chaque pays montrent la nécessité d'une action syndicale coordonnée à l'échelle européenne.** Attaques contre les retraites, plans d'austérité, casse des services publics, explosion de la précarité et du chômage, tentatives de bâillonner le syndicalisme de base... partout ce sont les mêmes attaques contre les travailleurs/ses.



Le patronat sait comment trouver des centaines de milliards pour sauvegarder et même augmenter ses profits financiers : avec l'aide des gouvernements, il exploite toujours plus les salarié-e-s. Femmes, immigré-e-s, jeunes, sont plus fortement victimes de ces attaques qui appauvrissent et précarisent l'ensemble de la classe ouvrière, dans chacun de nos pays.

Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. **A nous de leur imposer nos exigences sociales : réduction du temps de travail sans perte de salaire, retraite et protection sociale garanties par un système public, droits égaux pour tous les travailleurs/ses, défense et amélioration des services publics... Plus que jamais, la mobilisation des salarié-e-s est à l'ordre du jour !**

Nos syndicats et courants syndicaux décident de travailler ensemble pour faire émerger une riposte sociale européenne. Le syndicalisme de luttes est présent dans toute l'Europe, sous des formes diverses issues d'histoires sociales différentes.

Face à nous, le patronat ne manque pas d'alliés : les gouvernements, les institutions internationales comme le Fonds Monétaire International, l'Organisation Mondiale du Commerce, le G8, le G20... C'est en unifiant nos combats que nous pourrions gagner ! Notre réseau syndical européen est ouvert à tous les collectifs syndicaux qui refusent cette société basée sur l'exploitation des travailleurs/ses et les inégalités sociales. Ensemble, nous décidons de :

- continuer à appuyer les luttes sociales qui ont lieu dans chacun de nos pays.
- bâtir une plate-forme revendicative, à partir des revendications portées par nos syndicats.
- travailler à la construction d'un mouvement de grève et manifestations à l'échelle européenne.
- développer la publication de tracts unitaires internationaux, qui montrent nos intérêts communs.
- organiser une campagne de meetings européens dans les prochains mois, affichant ainsi notre travail commun.

**Par nos luttes collectives, imposons la répartition des richesses !**

## Algérie : solidarité avec Rachid Malaoui

Le Comité international de soutien au syndicalisme autonome algérien (CISA) adresse une lettre ouverte au président A. Bouteflika sur les entraves à la liberté de circulation imposées au président du SNAPAP, Rachid Malaoui, et appelle à la solidarité financière avec ce dernier.

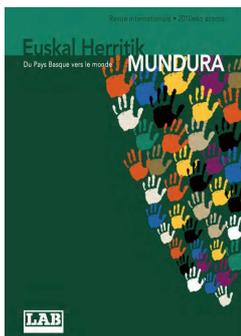
En septembre 2006, Rachid, président du SNAPAP (Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique), alors de séjour en France, a dû être hospitalisé en urgence pour subir une grave opération destinée à soigner une tuberculose. Alors qu'il avait accompli toutes les formalités nécessaires pour que la facture hospitalière (16 457,99 euros) soit acquittée, comme le prévoit la Convention internationale de sécurité sociale franco-algérienne, par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés d'Oran, la partie algérienne n'a pas respecté cette obligation.

De ce fait, le Trésor public français réclame aujourd'hui à Rachid de régler lui-même cette somme, ce qui lui est extrêmement difficile vu ses très modestes revenus de fonctionnaire algérien. Cela a entraîné l'impossibilité pour Rachid Malaoui d'obtenir un visa vers la France et tout pays de l'Espace Schengen tant que cette facture n'est pas acquittée. Cette situation kafkaïenne, dont Rachid n'est nullement responsable, constitue une forme d'**acharnement bureaucratique de la part de l'État algérien, visant à empêcher ce syndicaliste de se rendre en Europe afin de développer les relations entre son syndicat autonome et ses homologues européens** : il s'agit là, d'une nouvelle et très grave entrave à la liberté de circulation et à la liberté syndicale, particulièrement menacées en Algérie.

Le CISA a alerté le président Abdelaziz Bouteflika sur la situation de Rachid Malaoui, en lui demandant d'intervenir auprès des organismes algériens concernés, afin qu'ils s'acquittent de leurs obligations légales et que Rachid puisse ainsi recouvrer la liberté de mouvement qui doit être celle de tous.

Parallèlement, conscient que l'État algérien continue aujourd'hui à bafouer ces libertés syndicales en entravant constamment l'action légitime des syndicats autonomes, et vu la gravité de la situation de Rachid Malaoui, **le CISA lance un appel à la solidarité avec ce dernier**, en demandant à toutes les personnes et organisations soucieuses de manifester leur solidarité avec l'action exemplaire des syndicats autonomes algériens d'adresser leurs dons financiers au CISA, qui les transmettra à Rachid pour lui permettre d'acquitter la dette indue qui lui est exigée.

[www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org](http://www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org)



## Du Pays Basque vers le monde

Nos camarades de LAB publient le **3<sup>ème</sup> numéro de leur revue internationale**, traduit en trois langues (castillan, français, anglais). Au sommaire, par exemple, la grève générale au Pays Basque le 29 juin, l'interview d'une secrétaire d'ATE-CTA (Argentine), la situation au Groenland, les assassinats de syndicalistes en Colombie, la lutte de la classe ouvrière en Grèce, le Syndicat Andalou des Travailleurs, et d'autres éléments sur l'activité internationale de ce syndicat membre de la Fédération Syndicale Mondiale.

[www.labsindikatu.org/nazioartekoa/albistek/ald/euskalherritik/01/10](http://www.labsindikatu.org/nazioartekoa/albistek/ald/euskalherritik/01/10)

## Sahara occidental : stop au massacre ! Autodétermination !

Lundi 8 novembre, le jour même de l'ouverture du 5<sup>ème</sup> round des négociations à Washington entre le Front Polisario et le Maroc sous l'égide des Nations unies, **les autorités marocaines ont lancé leurs policiers, leurs militaires et leurs colons armés contre la population sahraouie**. Le « campement de l'indépendance » de Gdeim Izik, installé dans le désert près d'El Aaiun par plus de 20.000 sahraouis protestant contre la répression et la dégradation de leurs conditions de vie et de travail, a été encerclé puis incendié et détruit, les sahraouis tabassés et pourchassés.

Dans le même temps, **les manifestations pacifiques de solidarité dans les villes sahraouies ont été réprimées avec une extrême violence: matraquages et tirs à balles réelles ont fait 11 morts, des centaines de blessés et des dizaines de disparus**. Ce bilan n'est malheureusement que provisoire. Des centaines de sahraouis ont été arrêtés. Des journalistes et parlementaires étrangers ont été interdits de pénétrer au Sahara occidental et refoulés. La communauté internationale doit réagir à cette nouvelle provocation du Maroc qui célèbre à sa façon le 35<sup>ème</sup> anniversaire de la « Marche Verte » qui avait entraîné l'exode de dizaines de milliers de Sahraouis vers les camps de réfugiés de Tindouf et conduit à l'occupation puis à la colonisation du Sahara occidental. **Nous dénonçons la violente intervention des forces policières et militaires marocaines contre la population sahraouie et exigeons :**

- l'arrêt des massacres de la population sahraouie des territoires occupés,
- la libération des prisonniers sahraouis,
- l'organisation rapide du référendum d'autodétermination qui est le seul moyen de trouver une solution juste et définitive au conflit du Sahara occidental dans le respect du droit international.

## Café des coopératives zapatistes : Solidaires...

Revoici venu le temps de la souscription pour le café des coopératives zapatistes qui arrivera l'an prochain, en juin 2011. Nous allons racheter cette année le café aux deux mêmes coopératives que l'année passée, Yachil Xojobal Chulchan dans la zone des Altos du Chiapas et Ssit Lequil Lum dans la zone Nord de Roberto Barrios.

Yachil Xojobal Chulchan est située dans la zone des Altos, région montagneuse au centre du Chiapas. Elle est constituée essentiellement de réfugiés ayant dû fuir devant les violences paramilitaires commises à la fin des années 1990 et notamment le massacre d'Acteal en 1997. Elle comprend environ 700 membres et possède la certification biologique.

Ssit Lequil Lum est la dernière des coopératives zapatistes. Voulant aller aussi loin que possible sur le chemin de l'autonomie, elle a décidé de ne pas adhérer aux programmes officiels de certification équitable et biologique. Cependant, elle met en place une certification indépendante avec l'aide de l'ONG de San Cristóbal Desmi et de l'université indépendante de Chapingo. Une liste de critères a été établie par les cultivateurs, les techniciens en agroécologie mais aussi les anciens des communautés, porteurs de la mémoire. Ces critères portent sur la culture (sans produits chimiques) et sur la qualité du travail après la récolte. Des membres des communautés zapatistes ont été formés pour vérifier que chaque membre de la coopérative appliquait bien ces critères. Finalement, la certification est donnée par les autorités zapatistes.

Une des nouveautés est que les deux coopératives développent de nouveaux projets à la fois pour développer leur infrastructure et diversifier leur production. Les deux coopératives vont construire cette année un hangar leur permettant de stocker le café provenant de communautés parfois géographiquement assez éloignées.

Par ailleurs, Ssit Lequil lum a le projet d'exporter dans les années qui viennent les haricots dont ils ont une production excédentaire. Ssit Lequil Lum n'est pas qu'une coopérative de café : elle regroupe l'ensemble des productions de la zone avec l'objectif de répartir la production entre les communautés en fonction des besoins. Toutes les familles n'ayant pas des plants de café, cela permettrait que chacun bénéficie d'un produit qu'il puisse vendre et faire rentrer un peu d'argent. Yachil Xojobal Chulchan, de son côté, met en place un projet de production de vanille. La vanille, qui est originaire d'Amérique centrale, permettrait là aussi une diversification de la production. Nous avons soutenu ce projet à hauteur de 3500 euros en juin dernier sur la partie du bénéfice du café 2009 réservé aux projets.



**Ces projets nous semblent particulièrement importants pour casser la dépendance des producteurs à la monoculture caféière et permettre que plus de familles zapatistes bénéficient de la possibilité de pouvoir vendre quelque chose.** Le prix du paquet sera le même que l'an dernier soit 3,20 euros (par 10 paquets et multiples de 10). A commander à :

[solidaires.76@wanadoo.fr](mailto:solidaires.76@wanadoo.fr)

## Iran : les ouvriers de l'usine sidérurgique de Kalak en lutte

Les ouvriers de l'usine sidérurgique de Kalak (à Karadj, 45 km de Téhéran) n'ont perçu aucun salaire depuis 5 mois. Ils se sont rassemblés pour protester contre cette situation en faisant part de leurs revendications et problèmes. Ils ont adressé aux députés, aux membres du gouvernement et aux autorités de la province Alborz le message suivant : *comment vivriez-vous si vous n'aviez pas touché de salaire depuis 5 mois ?*

Aucun responsable ne répond à leurs revendications, alors même que la menace de suppression des subventions sur les denrées de première nécessité est proche. Ces ouvriers ont produit plus de 500 milliards de tomans (plus de 320 millions d'Euros) de valeur ajoutée au sein de ce groupe industriel au cours des dernières années. Cela, alors que la direction a réduit les 3x8 en 1x8, mettant bon nombre d'ouvriers au chômage et imposant une charge de travail effrénée à ceux qui restent. **Selon eux, si on leur fournissait les matières premières pour une ou deux chaînes de production, ils pourraient, en l'espace de deux mois, payer non seulement les arriérés de salaires mais aussi embaucher plus de 200 jeunes !**

[www.iran-echo.com](http://www.iran-echo.com)

## Forum Social Mondial : du 6 au 11 février à Dakar

Prolongeant le travail déjà commencé au sein de SUD PTT, un groupe de travail réunissant les diverses organisations de Solidaires qui seront représentées à Dakar (SUD PTT donc, et SUD santé sociaux, SUD-Rail, SUD Aérien, Solidaires 27, Solidaires 59/62, Solidaires 75), la commission Immigration et le Secrétariat national est en mis en place.

[www.fsm2011.org/fr](http://www.fsm2011.org/fr)

## Tunisie : soutien à la grève des enseignants de Gafsa

Les syndicalistes de l'enseignement primaire de la région de Gafsa dans le sud de la Tunisie appelaient le 25 novembre à une grève des établissements scolaires **en solidarité avec les militants ex-prisonniers du Bassin minier de Redeyef**. Près de 4 ans après le début du mouvement social pacifique de Redeyef, une région d'exploitation des phosphates près de Gafsa :

- des prisonniers sont encore détenus.
- Les salariés condamnés, dont de nombreux enseignants, n'ont pas été réintégrés dans leurs fonctions après leur libération conditionnelle en novembre 2009 obtenue grâce aux mobilisations en Tunisie et au niveau international.
- La région n'a pas reçu le moindre projet de développement.

En 2008 une répression violente d'un mouvement de protestation né du refus de la pauvreté, du chômage et de la corruption avait entraîné la mort de trois personnes. Se sont ajoutés un déchaînement judiciaire et des condamnations de plusieurs dizaines de personnes à des peines allant jusqu'à plusieurs années de prison. D'autres militants solidaires du mouvement ... ont été condamnés à quatre ans de prison.

**Après des mois de prison où les condamnés ont subi mauvais traitements et tortures, la situation reste inacceptable.** Les condamnations courent toujours, y compris par contumace, et les anciens détenus peuvent retourner en prison à tout moment. Les ex-prisonniers font l'objet ainsi que leurs familles d'une surveillance constante et de harcèlements quotidiens. **Les syndicats français CFDT, CGT, FSU, Solidaires UNSA**, qui ont entamé une démarche collective depuis 2008 aux côtés de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) se déclarent solidaires du mouvement de grève des enseignants de la région de Gafsa et soutiennent leur action pour :

- la réintégration des militants syndicaux ex-prisonniers dans leurs fonctions ;
- la libération de tous les prisonniers actuellement détenus suite au mouvement social du bassin minier ;
- revendiquer le droit des habitants de cette région au développement et à l'emploi décent.

## Palestine : un bateau français pour Gaza

La campagne « *un bateau français pour Gaza* » vient de démarrer, à l'initiative du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens et de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, plus d'une soixantaine d'organisations (dont l'Union syndicale Solidaires) ont décidé de se mobiliser pour :

- ⇒ Dénoncer et briser le siège israélien contre Gaza.
- ⇒ Promouvoir et faire respecter le droit international.
- ⇒ Répondre à la crise humanitaire que subissent un million et demi de Palestiniens de Gaza.

L'objectif est de mettre à flot un cargo qui partira de France pour rejoindre la flottille internationale en Mai pour Gaza.

[www.unbateaupourgaza.fr](http://www.unbateaupourgaza.fr)



## L'autre Davos 2011 : du 21 au 23 janvier à Bâle

Solidaires s'inscrit dans la préparation de l'édition 2011 de cette initiative annuelle. Des militant-e-s d'Europe, d'Amérique du Sud, d'Afrique, débattront et réfléchiront ensemble aux luttes et alternatives à construire ensemble. Parmi les ateliers :

- ⇒ **Un syndicalisme de lutte dans les professions fortement féminisées** : du secteur de la santé en passant par la restauration, le nettoyage, l'enseignement, la garde des personnes âgées, les call-centers, etc.
- ⇒ **Les grèves des immigré-e-s et des sans-papiers**, un phénomène nouveau en Europe, et dans les pays latino-américains.
- ⇒ **La « santé au travail »** et la mise en question des normes de travail imposées par la politique de mondialisation du capital (mise en concurrence) et les formes que cela prend (chaîne productive, flux tendu, sous-traitance).
- ⇒ **Face aux privatisations, quelle riposte ?** Postes, chemins de fer, etc.
- ⇒ **La jonction possible ou non d'une mobilisation des salarié-e-s et de la jeunesse étudiante**, en partie salariée, étant donné l'affaiblissement des revenus familiaux, la hausse des frais d'inscription universitaires, les stages non payés. En quoi un nouveau syndicalisme est apte à créer un front unique social allant des lycéen-ne-s, des étudiant-e-s à des secteurs précarisés des travailleurs et travailleuses...
- ⇒ **Les processus d'auto-organisation** à l'occasion de luttes, et expériences d'occupations d'entreprises.
- ⇒ **Le processus d'intégration des appareils syndicaux et le « syndicalisme officiel »** face à l'offensive patronale et gouvernementale. Le cadre de l'émergence d'un « syndicalisme de lutte » d'un type nouveau ou partiellement nouveau.



[www.otherdavos.net:16080/tra](http://www.otherdavos.net:16080/tra)

En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>